

Un Fonds mondial qui touche le fond

Ce devait être l'une des rares éclaircies du G8 : la lutte contre les plus grands tueurs en série de la planète. Sida, malaria et tuberculose font six millions de morts par an. Mais voilà qu'à quatre jours du sommet d'Evian, la grisaille généralisée règne. Le Fond mondial contre les pandémies, créature du G8 lancée à Gênes en 2001 pour contourner la «lourdeur» des agences onusiennes, s'épuise à demander l'aumône à ses donateurs. «*Nous n'avons plus assez d'argent*, avoue Michel Kazatchkine, qui préside le conseil scientifique du fonds. *Pour le round 3, nous avons moins d'argent que lors des rounds 2 et 1.*» Façon de relayer l'appel de Richard Feacham, le directeur du fonds, qui confiait à *Libération* le 6 mai : «*C'est notre avenir qui se joue à Evian. Les Etats membres se donneront-ils les moyens de trouver un financement pérenne au fonds ?*»

En solo. On est très loin, des 10 milliards de dollars annuels (8,4 milliards d'euros) jugés nécessaires. A peine 1,5 milliard a été effectivement versé, soit près de sept fois moins qu'escompté. Les programmes démarrent tout juste : «*250 000 patients devraient avoir accès aux antirétroviraux*» d'ici à... 2008, reconnaît Feacham. Déjà plombé par le fossé entre les beaux discours du G8 et leur concrétisation en moyens financiers, la démarche a été encore ralentie par le coup de froid franco-américain. Les Etats-Unis souhaitent que leurs politiques de développement jouent un rôle moteur, mais à leur manière : en solo. George W. Bush va ainsi confirmer à Evian que Washington consacrera 15 milliards de dollars (12,6 milliards d'euros) en cinq ans pour la prise en charge du sida dans le monde. Beau pactole. A ceci près que cette initiative spectaculaire vise à faire passer à la trappe tout accord sur le brevetabilité des médicaments, un projet en discussion depuis la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Doha en 2001, mais bloqué par Washington. Cet accord permettrait à des pays de produire localement (ou d'importer à bas prix) des copies de médicaments. Le «projet santé», préparé par la France, aurait aussi abandonné toute référence à Doha pour saluer l'«*engagement*» des laboratoires «*à fournir à bas prix des médicaments*».

«*Il y a de quoi être inquiet*», estime Victoire Patouillard, présidente d'Act Up. D'autant que les 15 milliards de dollars américains s'inscrivent, selon elle, «*dans une logique privilégiant les pays qui ont des politiques antiavortement*». Washington dit vouloir financer des hospices pour les treize millions d'orphelins du sida (lire ci-contre). Mais aussi donner 1 milliard de dollars pour des programmes d'éducation à l'abstinence sexuelle avant le mariage. Le Fond mondial contre les pandémies devrait recevoir la même somme (grâce à l'amendement d'un sénateur démocrate), mais à la condition *sine qua non* que les autres pays s'y mettent. Ce qui renvoie dans les cordes les Européens et les maigres 400 millions de dollars annuels (337 millions d'euros) qu'ils consacrent à la lutte contre le sida.

«*Scandale*». Les Français n'ont versé que 50 millions d'euros par an entre 2001 et 2003. Si Paris devait aligner sa contribution sur celle des Etats-Unis, il lui faudrait donner dix fois plus !

«*Un scandale pour un pays qui donne des leçons à la terre entière*», dénonce un animateur de Fund the Fund («*Financez le fonds*»), coalition de 104 associations. «*Jacques Chirac nous a dit qu'il allait faire une annonce mais qu'il n'avait pas encore les chiffres en tête*», espère Victoire Patouillard. Le leadership européen est à ce jour assumé par l'Italie. La Grande-Bretagne privilégie la lutte contre la pauvreté. L'Allemagne, elle, brille par sa modestie. A défaut d'euros lourds, Paris veut jouer sur les symboles et organisera, du 13 au 16 juillet, une conférence internationale sur le sida qui, à l'origine, devait d'abord être une réunion des donateurs du Fond mondial. Une sorte d'oral de rattrapage....